

COURRIER DE LA MESNIE

Jeunes, vous servez la patrie : Ma plus grande joie sera de voir revivre la France avec vous (HENRI, Comte de Paris)

FAITES UN ROI OU PERDEZ L'EMPIRE !

Il n'est pas de foyer de vie spirituelle, intellectuelle ou artistique, il n'est pas de centre d'action politique, d'activité économique ou de force militaire qui ne tende à se constituer un empire.

Les formes de ces empires peuvent varier à l'infini selon que l'influence des idées, la puissance de l'or ou le poids des armes y joue un rôle prépondérant.

La France, pour sa part, a ainsi, tout au long de son histoire, pris en charge des territoires proches ou lointains.

Elle a un empire spirituel constitué par ces hommes innombrables pour lesquels notre langue est la langue de l'esprit et des arts. A mesure que disparaissent aristocratie internationale et cours étrangères, tandis qu'apparaissent aux extrémités opposées de l'horizon deux géants nouveaux, l'empire de notre langue décroît. Car, bien ou mal, notre civilisation est pour une large part une civilisation de Cour. Ce n'est pas en multipliant des fonctionnaires faméliques que nous la nourrirons. Un Prince, des mécènes, des artistes feraient bien mieux l'affaire.

Mais la France a aussi un empire politique. Arrêtons-nous à considérer ce dernier :

— Il y eut un empire franco-normand du Moyen Age. Il disparut à mesure que des nations (Angleterre. Deux-Siciles) prenaient leur indépendance et que l'Islam effaçait la conquête des croisés dans le Proche-Orient.

— Il y eut un empire colonial français d'ancien régime. Il succomba principalement sous les coups de l'Angleterre et en partie par notre faute. Voltaire dédaignait les arpents de neige du Canada. Napoléon en vendant la Louisiane marquait le terme de la liquidation.

— Charles X peut être considéré à bon droit comme le fondateur du troisième empire colonial français. La prise d'Alger marqua le début d'une splendide épopée où s'illustrèrent les Princes d'Orléans et qui se poursuivit sous tous les régimes depuis. Sous la Troisième République elle-même, de nombreux hommes, parmi lesquels



beaucoup de royalistes, consacrèrent à l'empire leurs intelligences, leurs courages et leurs vies.

Il est un caractère commun à ces trois empires : une idée missionnaire (au sens le plus large du mot) étroitement associée au déploiement de vertus militaires a présidé à leur naissance ; de sages administrateurs en ont assuré la conservation et une expansion économique qui, non sans défauts, en a commencé la mise en valeur.

✱

D'empire on a tiré impérialisme et, par choc en retour, le mot empire s'est trouvé discrédité. On parle maintenant d'Union Française. Cette Union est constituée par un ensemble de territoires que la France prend en charge, y établissant l'ordre, y faisant progresser l'instruction et l'économie, en assurant la défense. Sauf en Afrique du Nord, peu de colonies de peuplement. Des peuples blancs, jaunes ou noirs, parmi lesquels nous avons à faire régner la paix, dont nous avons à assurer l'évolution, d'abord par des moyens militaires, puis par des méthodes administratives. Ces territoires forment avec la Mé-

tropole une unité politique plus ou moins étroite, alors que géographiquement ils sont extrêmement dispersés. Les empires belges, hollandais et portugais ne sont pas sans ressemblance avec le nôtre.

L'empire britannique, lui, est plus complexe avec ses dominions, véritables nations associées, peuplées de blancs — pour la plupart anglo-saxons, — ses colonies de la Couronne et aussi ces nombreux pays, extérieurs à l'empire mais qui, en réalité, en sont étroitement solidaires, soit pour des raisons économiques, soit pour des motifs militaires. — Il est clair, par exemple, qu'il n'appartient pas librement au Portugal et à l'Egypte de dénoncer leur alliance avec Londres.

Croît-on cependant que l'Amérique ou la Russie, les deux premières puissances du globe, soient dépourvues d'empire ? Il n'en est rien. Outre des territoires qui prolongent les parties les plus anciennement civilisées de la

Métropole et qui, quoique lui étant intégrées, constituent par rapport à elle comme de véritables colonies, ces pays règnent véritablement sur des régions étrangères. Ce règne est assuré cependant par des méthodes bien différentes. Pénétration idéologique et, dans une zone plus restreinte, domination militaire dans le cas de la Russie. Assujettissement économique dans le cas des Etats-Unis. Ces impérialismes modernes débordent les frontières et les liserés de couleur des cartes administratives. Ils n'ont d'autre justification que leur existence même et la force qui les anime.

C'est dire qu'il existe entre les empires coloniaux des pays d'Europe occidentale une solidarité étroite. Et que toute division entre eux constitue un péril mortel par les possibilités nouvelles qu'elle offrirait aux visées russes et américaines. L'Empire britannique lui-même, formule de transition, n'échapperait pas à la ruine si, dans la vie quotidienne comme dans les grandes conférences, il ne soutenait pas l'Union Française.

Ce point paraît avoir été compris. Et il semble qu'à Londres on soit aussi soucieux qu'à Paris de voir l'Indochine échapper à la fois aux manœuvres russes dont Ho Chi Minh, spéculant sur un compréhensible nationalisme, est l'agent, non moins qu'aux visées américaines qui voudraient voir se constituer un groupe du Sud-Est asiatique de direction apparente chinoise et d'influence américaine. Par contre, cette solidarité franco-anglaise avait été complètement méconnue dans l'affaire de Syrie

où le heurt des politiques franco-soviétique et anglo-arabe a fait commettre à Londres et à Paris une série de fautes difficilement excusables.

Si une politique impériale est inséparable d'une politique étrangère, elle l'est non moins d'une politique intérieure, à laquelle d'ailleurs la politique étrangère est elle-même en définitive subordonnée.

Le temps de la centralisation est terminé. De justes libertés doivent être données aux peuples les plus évolués de l'Union Française. Or, une telle politique supposant de larges autonomies locales suppose un lien fort et prestigieux qui, en dépit de la suppression des liens administratifs, maintienne groupées tant de forces et de richesses. Eparses, elles ne tarderaient d'ailleurs pas à tomber en d'autres mains.

Ce lien fort et prestigieux n'existe malheureusement pas. La IV^e République n'a pas plus de tête que la III^e. Un président éphémère et dont le rôle est sans cesse rogné ne peut jouer ce rôle.

A l'Union Française, il manque ce qui maintient l'union. Il manque la Couronne.

Pendant l'autre guerre, un socialiste écrivait : « Faites un Roi ou faites la Paix. »

Ne sommes-nous pas en droit de dire : « Faites un Roi ou perdez l'Empire ? »

Jacques BAULMIER.

ENQUÊTE INTERNATIONALE SUR LA POSITION POLITIQUE DE LA JEUNESSE

AUX ETATS-UNIS

Les « Vétérans » de la deuxième guerre mondiale

Une force politique nouvelle se lève aux Etats-Unis, tandis que le pays se rend aux urnes.

Nous voulons parler de ce puissant mouvement de vétérans, dont l'importance s'accroît chaque jour davantage.

Ces treize millions de jeunes hommes qui reviennent de trois ou quatre années de combats au loin rentrent dans leur foyer avec des convictions nouvelles, des idées très arrêtées sur la façon de résoudre les problèmes de politique intérieure du pays. Ils réclament un rajeunissement des cadres, par une forte représentation de vétérans au gouvernement.

De nombreux vétérans sont partis se battre sans savoir pourquoi. Ils ne le savent pas tous encore. Mais en tous cas ils sont convaincus que la tâche qu'ils ont entreprise n'a pas été terminée le jour de la cessation des hostilités.

« Les politiciens américains ont encore quelques années de répit devant eux », — estime Pic, la grande revue des Jeunes — « mais quand les milliers de jeunes vétérans, qui terminent actuellement leurs études, lanceront leurs chapeaux dans l'arène de la politique, on verra des changements étonnants se produire. »

Et c'est déjà un vétéran avoué et agressif, Harold Stassen, du Minnesota, qui brigue la Maison-Blanche.

En fait, sur le plan politique, ils sont loin d'avoir encore une organisation cohérente : les uns sont libéraux, les autres conservateurs. Leur programme économique ou social est à peu près inexistant. Mais ils sont décidés à prendre de l'importance par tous les moyens.

Le nouveau gouverneur de l'Alabama est un vétéran de 37 ans ; celui de l'Arkansas, un jeune magistrat de 30 ans, décoré de la médaille d'honneur de la Marine. Les Etats de Californie, Massachusetts et de l'Indiana ont chacun leur candidat vétéran pour le Sénat. Cependant, la Chambre des Représentants demeure leur principal objectif cette année.

« Il y a bien d'autres vétérans, et dans tous les Etats, qui attendent leur tour », — conclut Pic. « Ils ne seront pas tous élus. Mais ils acquerront tous de l'expérience, et cette expérience se manifestera dans les élections de 1948. Des centaines de jeunes occuperont alors des postes officiels : ils seront toujours plus nombreux, et ils se battront, s'il le faut, comme des diables, de même qu'ils se sont battus contre les Allemands et les Japonais. »

« Si, dans l'ensemble, la majorité s'évade ou reste apathique, une minorité, moins nombreuse qu'avant-guerre, manifeste que le monde étudiant reste fidèle à sa tradition de force politique dirigeante. Partout en Europe, ces éléments actifs se répartissent en deux groupes d'importance inégale : le grand nombre aspire à une société qui unisse, soit à un conservatisme soucieux d'ordre et de tradition, soit plutôt à un libéralisme qui garantisse le développement harmonieux de la personne, un socialisme humaniste qui, dans la paix et la liberté, assure l'instauration d'une justice sociale satisfaisante ; le petit nombre, par contre, subit l'attraction du dynamisme communiste, fait appel à la violence, et, bien que réduit à ses propres forces, sans le soutien d'aucun sympathisant, se révèle le seul groupe pour qui l'engagement politique est vital et commande tout, pensée morale, action et vie personnelle. Dans l'ensemble, donc : au sein d'une masse indifférente ou désespérée plus nombreuse qu'avant-guerre, une minorité active, dont le centre de gravité se déplace vers l'extrémisme de gauche. »

« En général, d'ailleurs, le climat universitaire est nationaliste, aussi bien en Europe et en Asie qu'aux Etats-Unis et en Amérique du Sud, atteignant son paroxysme dans les pays vaincus et les petites nations. Il s'y joint paradoxalement une aspiration au fédéralisme régional ou mondial qui procède des désastres de la guerre et de l'angoisse atomique. »

« En ce qui concerne l'attitude chrétienne, on tend partout, en général, à l'assimiler à une certaine démocratie socialisante qui combinerait justice sociale et liberté individuelle. Mais jamais on ne va jusqu'à confondre le christianisme avec aucune idéologie politique, passée ou présente — le fait principal est surtout l'incertitude et parfois l'anxiété. »

« A cette incertitude de la pensée chrétienne, correspond la passivité politique de la majeure partie des fédéralistes. La plupart (des étudiants) manifestent certes un plus grand intérêt théorique pour la politique ; mais aussi une ignorance technique, un manque d'esprit critique et un idéalisme naïf qui stérilisent cet intérêt ; et surtout, trop préoccupés des questions immédiates, du bain quotidien, de la préparation à une carrière, ou, au mieux, d'activités charitables, ils ne savent ou ne veulent pas prendre de responsabilités politiques concrètes... Souvent les étudiants chrétiens, en pays luthérien en particulier, en restent à un piétisme qui leur fait préférer le martyre à un engagement politique (Slovaquie). Partout, par ailleurs, le scepticisme va croissant relativement à l'influence que peuvent espérer des étudiants et des chrétiens. »

LE SEMEUR.
(Contacts internationaux)

AUX INDES

Evolution universitaire

Nous extrayons du journal *The Student* de la « All-India Student Federation », les indications suivantes : « Les étudiants sont sur le qui-vive espérant que sous les auspices du nouveau Gouvernement national, l'éducation deviendra une arme pour le progrès de notre pays et que les grilles des universités seront ouvertes à un nombre toujours plus grand de jeunes gens. »

Nous saluons la conférence des ministres de l'Education à Poonade cet été, qui a examiné les problèmes suivants :

- 1) Education élémentaire.
 - 2) Education primaire obligatoire.
 - 3) Lutte contre l'analphabétisme.
 - 4) Conscription des étudiants pour les activités sociales.
 - 5) Rôle de la langue anglaise dans l'éducation.
- Toutefois, les plans de cette conférence ne pourront pas être réalisés si on n'élève pas le salaire des professeurs ; de plus, on ne saurait développer l'éducation universitaire, notamment dans les domaines techniques et médicaux sans développer tout d'abord l'éducation scolaire.

INDONESIE

Le secrétariat de Genève a reçu des rapports récents sur la situation des étudiants indonésiens. Les universités suivantes sont en activité :

- a) L'Université hollandaise provisoire de 400 étudiants à Batavia et de 200 à Bendoeng ; ces universités ont été créées pour permettre aux étudiants qui avaient commencé leurs études de les terminer. On n'y trouve pas d'étudiants nationalistes.
- b) Des universités républicaines qui comptent :
 - 120 étudiants de médecine et 60 étudiants de droit à Batavia ;
 - 100 étudiants en médecine à Malang, 30 étudiants d'agriculture dans cette même ville ;
 - 150 étudiants en médecine à Solo ;
 - 500 étudiants de facultés diverses à Djokjakarta.

A NOS CORRESPONDANTS

Aidez-nous à diminuer nos frais de Secrétariat. Joignez à vos lettres un timbre pour la réponse !
POUR NOUS PERMETTRE DE NE PAS AUGMENTER NOS TARIFS FAITES UN EFFORT
RENOUVELEZ VOTRE SOUSCRIPTION MAIS EN PASSANT A LA CATEGORIE SUPERIEURE

CONSIDERATIONS COLONIALES A L'USAGE DES MÉTROPOLITAINS

Combien de fois ne m'a-t-on pas demandé à mon retour d'A.O.F. : « Alors, que pense-t-on là-bas ? Quelle est l'attitude des indigènes ? des Européens ? Allons-nous perdre nos colonies ? »

Il est intéressant de constater à quel point le Métropolitain s'inquiète de la chose impériale : notons tout de suite que c'est précisément au moment critique où nous ne pouvons plus nous payer le luxe d'une erreur.

Je note aussi pour ma gouverne et celle de mes lecteurs, qu'un séjour d'un an en A.O.F. n'est absolument pas suffisant pour juger définitivement les faits, et qu'en matière coloniale on ne devrait se permettre d'écrire un « Essai » qu'après une bonne vingtaine d'années au moins passées dans les milieux indigènes les plus variés en parlant leur langue. Pout tout dire, j'éprouve quelque honte à écrire là-dessus et ne le fait qu'en déclarant savoir fort peu de choses, ce qui vaut mieux à tout prendre que de prétendre le contraire en ne sachant rien. Or, il faut loyalement reconnaître que cette dernière attitude est celle de la grande majorité des métropolitains qui, ils le déclarent eux-mêmes comme un signe de fine culture, ignorent tout de leur géographie.

En matière humaine, et tout spécialement dès qu'il s'agit d'hommes jaunes ou noirs, toute question « simple » ouvre la porte sur une foule d'autres terriblement complexes. Complexes parce que nous nous trouvons en face de mentalités, de comportements, de traditions, de religions, de climats totalement différents des nôtres, et que nous ne pouvons pas toujours nous abstraire de nos préjugés pour comprendre avant de juger simplement. En somme, nous portons déjà en nous cette complexité : c'est pourquoi il est si difficile, pour ne pas dire plus, de parler « colonies, coloniaux et indigènes ». J'en atteste l'expérience que de plus capables : administrateurs, commerçants ou missionnaires ont pu acquérir par leurs très longs séjours et leur bonne connaissance des langues.

J'aborde mon propos et pose dès l'abord les principes de base qui m'ont guidé et me guideront toujours dans cette matière :

1) L'homme, blanc, jaune ou noir (ordre alphabétique) créé par Dieu à Son image, doué par conséquent d'une parcelle des qualités divines, entre autres de liberté, a mérité de cette dernière et sa révolte contre Dieu l'a entraîné au Mal et aux maux les plus divers, spirituels, moraux, physiques.

2) La colonisation ou son idéal suppose une civilisation spirituelle et matérielle supérieure à celle que l'on trouve et que le colonisateur prétend améliorer ou remplacer.

3) A la colonie plus qu'ailleurs il ne faut pas confondre idéal et idéologie, désirs et réalités.

Ceci dit, qu'en a-t-il été jusqu'à présent ?

La Monarchie française avait légué à la République les principales clefs de nos territoires d'outre-mer ; la République a ouvert les portes. C'est un mérite qu'il faut reconnaître à des gens tels que Ferry, Courbet Gallieni, Lyautey, et pas mal d'autres. A ce titre, elle a été sans nul doute un régime conquérant. Mais si la colonisation devait rester à ce stade de la conquête par nos soldats, elle avorterait dans son principe, car la colonisation suppose le colon et, par extension, la stabilité, donc la Paix ; et la paix complète, totale, consentie de part et d'autre. En gros, ce résultat a été à peu près atteint.

Mais là encore il conviendrait de nuancer en faisant intervenir les buts que le

« colon » se propose en fin de compte d'atteindre par la paix, et les avantages de tous ordres qui en découlent. Et l'on doit alors faire intervenir la notion d'intérêt : celui du colonisateur et celui du colonisé. Que l'un vienne à exclure l'autre, le système se déséquilibre et l'on a soit l'esclavage pour les peuples colonisés, soit la privation injuste de leurs droits pour les peuples colonisateurs. Dans les deux cas, il y aura un peu plus de haine, de discorde et de guerres dans le monde.

Les siècles précédents et le début du nôtre ont souvent vu triompher la conception mercantile de la colonisation. C'est à ce titre que l'on peut dire que la Troisième République a plus été un régime de conquêtes économiques que de colonisation. Il advint au surplus que la Métropole eut besoin de ses territoires d'outre-mer et de leurs ressources en hommes : 1914-1918 1939-1945. Contre l'impôt du sang, il fallait donner des avantages substantiels. L'Afrique



Guerrier moï

Française (pour ne rien dire de l'Extrême-Orient), promue au rang de pourvoyeuse de champs de bataille, a demandé de pourvoir aussi la Chambre des Députés. On l'a même priée de le demander. Et de la conception mercantile le plus souvent camouflée mais réelle de la colonisation, on est passé à celle opposée, idéaliste, rousseauiste, voire utopique. Bref, d'un excès on est tombé brutalement dans un autre et l'on s'étonne que la machine soit toujours grinçante.

Soyons francs avec nous-mêmes.

Nous avons exactement agi en quelques mois comme si l'Afrique, cette très vieille dame, était passée par un coup de baguette de l'âge de la pierre polie à celui de la désintégration atomique. Là est l'erreur (ou la mauvaise volonté) ; là sont l'utopie et le DANGER. Je me hâte d'ajouter : danger pour les indigènes comme pour les Blancs.

On saisira mieux cette menace en constatant dans leur brutalité certains faits inconnus ou mal connus dans la Métropole. Je parlerai surtout de l'Afrique Noire.

La société noire dans son ensemble est-elle prête à se diriger elle-même ? Autrement dit, comme le souhaitent certains de ses représentants, à s'organiser démocratiquement en nous excluant, nous, Européens de France ? (Car cette exclusion même sanglante est envisagée par certains : ouvertement en Afrique du Nord et en Extrême-Orient, sous le manteau en Afrique Noire chez un noyau d'exaltés qui taxent de tiédeur les leaders actuels du Bloc Africain.) Autrement dit encore, notre œuvre civilisatrice a-t-elle été assez rapide et complète pour que les aspirations officielles des indigènes puissent correspondre à la réalité ? Dans ce cas, nous devrions être les premiers à constater qu'elles sont la reconnaissance implicite de notre succès et le plus grand honneur qu'on puisse nous faire.

Répondons loyalement : 1) que ces aspirations ne sont pas encore justifiées ; et 2) que nous sommes en partie responsables de cette « erreur ». En partie seulement car nous avons malgré tout fait un travail tangible, utile.

Ces aspirations ne sont pas encore justifiées.

Je m'explique. Une hiérarchie sociale fondée sur la diversité nécessaire des fonctions et des aptitudes est un signe certain de civilisation humaine. La société qui présente cette hiérarchie peut alors se comparer à une échelle pourvue de tous ses barreaux en bon état dont chacun est nécessaire, et que l'on peut gravir aisément : le barreau du haut est le couronnement de l'ensemble.

Or, la société noire actuelle (peut-être est-ce aussi partiellement vrai pour les autres populations de l'Union) effleurée par notre civilisation intellectuelle et matérielle, ressemble assez à une échelle où ne subsisteraient de solides que les deux barreaux extrêmes. Entre eux, quelques échelons de belle apparence, mais pourris, terminés. Telle quelle, l'échelle est impraticable et l'on risque de se rompre le cou à vouloir à toute force s'en servir.

Par nos écoles sont passés des dizaines de milliers de jeunes indigènes ; des écoles où le certificat d'études reste encore le titre de noblesse le plus couramment envié. Mais l'on y reçoit le plus souvent au pourcentage, non au mérite réel : que l'on songe dans ces conditions à l'immense déchet prolétarien de diplômés inutilisables ou mal utilisables en fait. Cette clientèle, sans cesse croissante, demande avec sa simplicité naturelle que l'Administration lui offre les débouchés compatibles avec les exigences que légitiment les diplômes délivrés par cette même Administration « qui ne peut ni se tromper, ni la tromper ».

On aura beau multiplier les postes de commis expéditionnaires, d'écrivains, de sous-fifres de tout poil, jamais on n'absorbera cette masse de pseudo-intellectuels qui a perdu le sens et le goût du travail des mains, et pour laquelle il n'est pas de situation honorable ou honorifique en dehors du fonctionnariat.

Voilà le résultat le plus aveuglant de l'école primaire obligatoire à la colonie. Maintes fois, on a découvert le même problème en France : mais il est encore plus brutal, plus impératif et plus insoluble là-bas parce que l'évolution psychologique et sociale n'a pas suivi le rythme de cette apparente évolution intellectuelle.

(Suite p. 6.)

Notre empire d'Indochine traverse en ce moment une crise dont la cause profonde réside dans le mécontentement de certaines classes. Mécontentement habilement exploité et propagé par les soins des Internationalistes Français et Russes auxquels se sont joints tous les détenus de droit commun ou politiques libérés par le Viet Nam lors de son accession au pouvoir.

LA COLONISATION FRANÇAISE

L'œuvre coloniale accomplie en Indochine fut considérable : ce furent, au sein des plantations, ces villages modernes destinés à assurer aux employés un logement confortable ; dans chaque ville ces écoles, ces hôpitaux où les sœurs missionnaires soignent avec dévouement indigènes et Français ; dans chaque centre important, ces lycées où Annamites et Français se côtoient fraternellement ; enfin la faculté de Hanoï... Puis, des paquebots emportent d'Indochine de jeunes bacheliers qui viennent terminer leurs études à Paris. Les années passent. Ils rentrent à Hanoï docteurs ou avocats.

Bien d'autres pourtant n'accèdent pas à ces hauts emplois. Il y a l'obscur gamin qui, brandissant son certificat d'études, cherchera de l'embauche dans les bureaux. Dans son orgueil, il espère devenir un mandarin. Or, souvent, les portes qu'il pensait franchir aisément se fermeront devant lui : les bureaux sont complets ; d'autres indigènes, d'autres Français l'ont précédé ; il n'y a plus de place pour lui : il deviendra boy et des Français le paieront pour nettoyer les carrelages et faire les commissions ! Aigri, il exhalera sa rancœur : quelque menu méfait sera-t-il commis par son maître, il sera colporté avec haine, exagéré et, chez d'autres coolies, nourrira d'autres haines.

Enfin, les Français ont le grand tort de démobiliser sur place des soldats et de laisser partir pour la colonie des fonctionnaires qui les uns et les autres, s'emparent des postes que des indigènes auraient pu avantageusement occuper. Avantagusement, leur semble-t-il, car le prestige de la race blanche baisse aux yeux des Annamites auxquels des Français sans éducation donnent le spectacle de leur comportement.

Un cadre restreint de Blancs suffirait à l'administration de la colonie afin de permettre aux indigènes l'accès de toutes les fonctions qu'ils seraient susceptibles d'occuper. Ainsi les Annamites libérés trouveraient des emplois plus honorables que ceux de simples boys ; et les fonctionnaires à nous favorables seraient plus nombreux : bien moins nombreux les mécontents.

Quand au jeune docteur, retour de France, qu'il ne compte pas se faire une clientèle. D'autres docteurs, Annamites ou Français, sont notoires : c'est à eux que l'on s'adresse. D'ailleurs, le peuple, à condition qu'il surmonte préalablement sa méfiance à l'égard de notre médecin, ira se faire soigner à la mission, moins onéreuse.

Pas de place non plus pour l'avocat : il doit se résoudre à être clerc chez un notaire français, moins intelligent peut-être et moins instruit que lui.

Autant d'intellectuels qui, sans doute, continuent à aimer la France, la France éternelle celle de Louis XIV, mais qui honnissent les parasites qu'elle leur envoie.

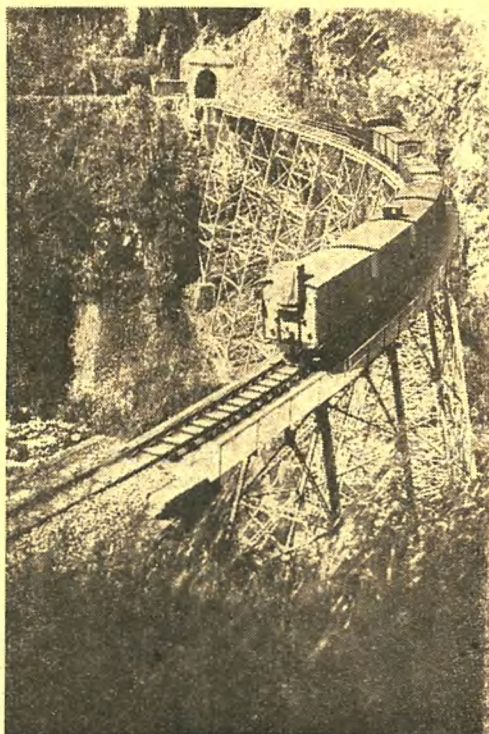
Ils vont prendre la tête du mouvement d'indépendance pour faire une Indochine libre, une Indochine amie de la France dont elle ne peut se passer sans périr : ce mouvement, c'est le Viet-Nam.

Une classe, néanmoins, reste fidèle à la France : c'est la bourgeoisie. A la faveur de sa collaboration avec les Français, elle a vu ses capitaux s'accroître et son bien-être se développer ; aujourd'hui, elle ne voit plus qu'un gouvernement indigène qui la

SITUATION EN I

ruine par ses impôts et qui arbore le drapeau rouge.

Enfin, les travailleurs, les simples nha-que, indifférents, n'aspirent qu'au retour de temps plus calmes où ils pourront de nouveau récolter leur riz sans craindre l'incendie de leurs greniers. Naïvement, ils s'étaient d'abord laissés convaincre que le départ des Français serait le gage d'une amélioration de leur condition ; ils ne tardèrent pas à comprendre que toutes ces belles promesses étaient autant de mensonges. C'est en Cochinchine que l'on put surtout s'apercevoir de la confiance que ce peuple nous témoignait : ainsi, dès que nos troupes approchaient d'un village, le Viet-Minh donnait ordre aux habitants de l'évacuer ; à notre arrivée, nul Annamite : le village était vide exception faite de quelques commerçants chinois ; mais, les jours suivants, le calme revenu, les nha-que réapparaissaient un à un et se mettaient de nouveau au travail sous notre protection.



Le chemin de fer du Yun-Nam

Peut-il y avoir un état libre d'Indochine ?

Les Annamites qui n'avaient jamais connu l'indépendance, virent l'apogée des années japonaises. Ils prirent alors une conscience nouvelle : un peuple jaune, bien qu'affranchi de la domination blanche, ne peut-il avoir une glorieuse histoire grâce à une armée forte et disciplinée, magnifiquement équipée avec un armement national ? Un soupçon d'ambition joint à l'orgueil annamite, une propagande savamment dirigée par les communistes, et le pauvre indigène ne tarde pas à se considérer comme l'esclave des colonialistes français. Soit, partons !... les Tonkinois connaîtront un tout autre esclavage ! Ils oublient que nous sommes venus au Tonkin en libérateurs, appelés par les indigènes catholiques opprimés pour leur apporter tant et tant de libertés qu'ils ignoraient auparavant.

Partons ! les frontières de la Chine se déplaceront vers le Sud. Mais il sera un peu tard pour nous rappeler... Déjà de nombreux Chinois envahissent l'Indochine :

maîtres du commerce et des transports, ils s'assurent peu à peu un véritable empire sur l'économie du pays.

Le seul appui du Viet-Nam vient de Russie (et de la France d'extrême-gauche) : ceci explique que le mouvement Viet-Namien soit non seulement nationaliste, mais aussi révolutionnaire.

Les Américains, eux, sont dans l'expectative, prêts à compenser l'influence russe ; en cas de guerre, en effet, l'Indochine, clef de la Mer de Chine, présenterait un intérêt stratégique considérable. Aussi, les menées soviétiques ont-elles une fin stratégique plus encore qu'internationaliste.

Les Anglais nous soutiennent. Au sort de l'Indochine est lié celui des Indes. D'ailleurs, le Viet-Nam mène campagne également en faveur des « Hindous opprimés ».

On m'a raconté qu'un jour quelques dignitaires viet-namiens se rendaient à Paris par voie de terre ; aux Indes, ils furent arrêtés par la police anglaise qui leur demanda leurs papiers, et eux de brandir fièrement leur passeport viet-namien. « Viet-Nam... What is it. I don't know ! » On les mit en prison. Seules les démarches du gouvernement français permirent la libération de nos dignitaires humiliés.

Car l'Angleterre, comme la plupart des nations, sauf la France (ô paradoxe !) n'a pas reconnu la république du Viet-Nam.

Situation actuelle au Tonkin.

Aujourd'hui, les soldats chinois ont enfin regagné leur pays... Mais il reste l'armée viet-namienne, équipée par du matériel américain cédé par les Chinois. Car le Viet-Nam a son armée. Nous sommes, chez lui, en pays étranger. A Hanoï, les soldats viet-namiens se trouvèrent armés, les soldats français sans armes ; en effet, il ne faut pas vexer nos « alliés ».

Les routes sont dans un état lamentable. Je pense que les Français se disent : « C'est au gouvernement viet-namien de faire refaire ses routes », et les viet-namiens : « Pourquoi réparerions-nous des routes qui servent essentiellement aux troupes françaises ? » Résultat : un camion G.M.C. met sept heures pour parcourir les cent kilomètres qui séparent Hanoï de Haïphong. Les malheureux voyageurs arrivent exténués, couverts de poussière et le postérieur mal en point ; souvent nos véhicules doivent accomplir de longs stages dans les compagnies de réparations.

Au Tonkin, nous sommes donc dans une république alliée. Des cérémonies officielles et courtoises se déroulent entre autorités locales et françaises. La bourgeoisie française nourrit des sentiments partagés ; d'aucuns s'exclament :

« Rentrons en France et gardons-nous de jamais mettre les pieds dans ce maudit pays » ; d'autres, au contraire, prétendent que le pays est si merveilleux, si « sympathique » que l'on ne pense même pas à rejoi-



Hué : chaque soir, sur le tam-tam annon-

INDOCHINE 1947

dre la métropole pendant les congés. Les uns ont connu la populace indigène au cours des émeutes, dans des périodes particulièrement pénibles. Il en est d'autres, au contraire, qui n'ont jamais rencontré que ces lettrés annamites chez lesquels la plus pure culture française s'unit à la politesse native des nations orientales.

Le militaire, lui, pense au camarade qui n'a jamais rejoint le casernement, à ces corps mutilés qui, mains liées au dos, descendent au fil du Fleuve Rouge ; il pense à son portefeuille qui a mystérieusement quitté sa poche un jour de solde ; il pense à sa famille lointaine, il maudit ce pays charmant, ensoleillé, il maudit le jour où, séduit par la perspective d'une permission de deux semaines, il a signé son engagement pour l'Extrême-Orient.

Deux grandes tendances partagent le Viet-Nam. L'une est utopique ; elle s'affirme sur l'orgueil national ; elle est irrécyclable. Ses ressortissants veulent tout simplement chasser les Français, les spolieurs de leurs biens, promouvoir un gouvernement exclusivement national. Sa devise est : « Indépendance or death ».

L'autre tendance est plus calme ; elle propose une politique de conciliation : l'Indochine a besoin de la France.

La première recrute ses partisans parmi le peuple fanatisé et la jeunesse intellectuelle marxiste. La seconde parmi une élite dont la culture est profondément française : le gouvernement Ho-Chi-Minh en est l'expression officielle.

La première est exclusive, opiniâtre. La seconde, dans son désir de temporiser, trouve un terrain assez mal déterminé et elle ne sait trop où s'arrêter. La France est indispensable à l'Indochine, sans doute, mais autant que possible de la même façon qu'une servante est indispensable à son maître : la déclaration officielle vietnamienne du 8 avril 1945 ne le dissimule pas. Au diable, les Français médecins, avocats, commerçants ou planteurs ! Ils font aux Annamites une concurrence qui leur porte ombrage. On demande à la France des ingénieurs et des techniciens. Il ne serait pas déplacé même qu'un corps de troupe française, bien équipé, aille faire la guerre aux ennemis de Monsieur Ho-Chi-Minh sous les ordres du colonel Ha-Quy-Ba.

Une telle politique manque certainement de stabilité. Un matin on se réveille Gros Jean comme devant, après un beau rêve irréalisable. On est de fort méchante humeur. C'est ainsi qu'à Hai-Phong et à Lang-Son naquirent des émeutes qui ne tardèrent pas à se généraliser.

A Hanoï, les Viet - Namiens seuls avaient le contrôle des eaux et de l'électricité ; un soir, à huit heures, ils les coupèrent brusquement. La mitrailleuse, au même instant, se mettait à crépiter aux quatre coins de la ville.

Le combat dure encore...

La république viet - namienne se com-

pose du Tonkin et de l'Annam dont l'empereur Bao-Dai a été destitué. La revendication principale du Viet-Nam est l'annexion



Partisans tonkinois (armés par les Français)

du Nam-Bo (Cochinchine). Le Tonkin surpeuplé ne saurait vivre en effet sans le riz cochinchinois. Mais les Cochinchinois, en un referendum, ont refusé à la majorité absolue le joug tonkinois : une vieille haine les oppose, bien qu'ils soient les uns et les autres de race annamite. Les Tonkinois de Saïgon ont décidé de se venger : ils ont assassiné les personnalités indigènes du Nam-Bo. Depuis, la colonie de Cochinchine est devenue République sous le protectorat de la France.

J'ai connu un monarchiste, fondateur et administrateur d'une importante plantation. Son activité ne manquait pas de diversité : non content d'assurer la production du caoutchouc, il s'occupait de créer des villages modernes et confortables pour loger les employés et leurs familles, d'installer des canalisations d'adduction d'eau de plusieurs centaines de kilomètres, de tracer des routes. Pendant la guerre, isolé de Saïgon, il dut aménager des jardins qui lui permettent de vivre de son sol exclusivement, fabriquer de la quinine pour secourir les paludéens. Levé à quatre heures du matin, il ne pouvait accomplir la sieste de rigueur aux colonies : il avait la responsabilité d'un gouverneur, d'un petit roi.

On peut critiquer les colonialistes ! Cependant, les employés d'une telle plantation avaient un standard de vie enviable et de beaucoup supérieur à celui des nha-que qui gagnent leur existence par un labeur incessant dans un coin de rizière, à celui d'une population qui persiste à vivre loin des Français en étalant de pauvres marchandises dans de misérables quartiers. Les magasins dignes de ce nom appartiennent rarement à des Annamites. Des Chinois viennent, pauvres, tels des Juifs de l'Extrême-Orient. Ils ouvrent un misérable commerce. Quelques années plus tard, ils sont à la tête d'une fortune dans un important magasin, bien achalandé. Les plus beaux magasins, sauf quelques-uns tenus encore par des Français (de moins en moins, hélas !) appartiennent tous à des Chinois. La ville commerçante de Cholon est entièrement chinoise. De nombreux Français, découragés, vendent leurs propriétés à des Chinois : ainsi, peu à peu, sournoisement, l'économie indochinoise échappe à notre direction. Les bénéficiaires

de cet état de choses ne sont pas les Annamites : ils se contentent de parcourir leur ville un plateau sur la tête ou deux paniers aux extrémités d'un bambou, en chantant le nom de leur pâtisserie Les con-gay, le long des trottoirs, vous offrent bananes, ananas et autre chose. Des bacons (enfants) stationnent dans les rues impor-

tales et, en face des cafés, vendent des crèmes glacées, des cacahuètes, des journaux, des objets d'art local, cirent les souliers. Des coolies vous harcèlent en vous montrant leur pousse-pousse.

Dans les paillottes rustiques, de douces con-gay sont toujours disposées à transmettre leur vérole. Heureux les parents qui ont une jeune fille ! Gagner un pain facile que personne ne néglige. La prostitution s'accomplit devant les parents

et sous les regards de la Vierge (beaucoup d'indigènes sont catholiques et dressent dans l'unique pièce de leur paillotte un magnifique autel où la Vierge a remplacé Bouddha).

Voleur, menteur, vénal et vaniteux par tempérament, l'Annamite devient d'un commerce aimable pour peu qu'on l'éduque. J'ai connu quelques Annamites, petits fonctionnaires dévoués à la France ; souvent je partageai leur repas : je m'y rendais seul ; mes camarades sentaient leur appétit les abandonner au spectacle des convives mangeant dans des assiettes communes.

A un restaurateur instruit et cultivé, je demandai un jour s'il était Chinois. « Non, me répondit-il, je suis citoyen français de Cochinchine ».

Français de couleur, il était fier d'être Français.

Monarchistes en Indochine.

J'avais toujours pensé que la politique de la métropole n'intéressait pas les colons ; que le gouvernement de la France ne leur importait pas. J'appris donc avec étonnement que l'Action Française comptait quelques soixante adhérents à Saïgon, le double environ à Hanoï. La guerre les dispersa et je n'en retrouvai que quelques-uns.

J'ai vu de ces vrais monarchistes. Il suffisait d'assister à leurs activités pour aimer la France et le Roi. Combien sont-ils plus proches du peuple que nos bons démocrates dont la vie consiste à discourir, à discourir seulement... au détriment des contribuables !

Frères d'armes que j'ai quittés, là-bas, prenez courage. Bientôt vous serez de retour en France, conscients de n'avoir pas lutté en vain.

Français des colonies, ne désespérez pas ; vous resterez dans ce pays que vous avez créés et la sueur de votre front n'aura pas coulé en vain.

Français de couleur qui connaissez les bienfaits de notre colonisation, vous qui savez ce que vous pourriez perdre dans une illusoire indépendance, ayez confiance, car la Royauté saura nous rendre à tous nos libertés perdues, notre justice profanée et notre grandeur passée.

Louis AHNNE.



toit du palais impérial, la première veille...

CONSIDÉRATIONS COLONIALES A L'USAGE DES MÉTROPOLITAINS

(Suite)

Que penser alors de l'élite indigène, de ceux qui s'appellent eux-mêmes les évolués ? Tout d'abord, il faut constater que cette élite existe. Le Noir, dégagé de son milieu social et familial, n'est ni plus sot ni plus « arriéré » que le Blanc.

Mais son tempérament diffère et l'on peut dire en général que le rendement de son travail en qualité comme en quantité est inférieur à celui du Blanc. Les individus qui ont réussi à se dégager de l'influence amollissante, nonchalante et fataliste de leur milieu peuvent percer. Il y en a des exemples peu nombreux, hélas ! comparativement à la masse de la population. Il y a plus. Dans la mesure où ces êtres vraiment d'élite se sont dégagés de ce milieu, ils en ont souvent perdu le sens et par là, la plus grande partie de leurs capacités à le soulever et à le transformer. C'est un problème rappelant celui du serpent qui se mord la queue ; mais les ressources de l'homme permettent heureusement d'échapper au fatalisme mathématique, à condition que l'on fasse intervenir ce facteur sans lequel on ne peut rien — à moins de couper les têtes : le temps.

Quelles sont ces élites ? Je n'ai pas de chiffres à proposer. On peut d'ailleurs dans de pareilles considérations leur faire dire ce qu'on veut. Constatons cependant que les élites indigènes appartiennent le plus souvent aux professions dites libérales : le barreau, la magistrature, l'enseignement captivent ces hommes pour lesquels la parole est facile et attrayante. Est-il utile de rappeler que les « palabres » occupent une bonne partie du temps sinon la plus grande ?

Le prestige dont jouit le fonctionnaire dans tous les pays du monde (l'homme qui a autorité), qu'il soit mandarin ou gérant postal, est aussi grand ici qu'ailleurs. L'Afrique, peuplée de paysans et d'éleveurs, vit avant tout du travail de la terre. Or, on ne peut empêcher un paysan dont l'existence est plus ici qu'ailleurs soumise au fait du climat, de trouver enviable le sort de celui qui peut manger et se vêtir quelles qu'aient été les pluies de l'année ; c'est humain. C'est aussi dangereux : l'Afrique n'est pas encore assez riche, elle ne rend pas encore assez pour nourrir une classe importante de lettrés. Elle en est encore au point où chaque grain de mil compte, où tout le sol devrait être exploité le plus judicieusement possible — et nous ne sommes ni en Beauce ni en Normandie. On peut dire dès maintenant, et je le répéterai par la suite que nous avons fabriqué avec notre enseignement très mal adapté une misère que nous avons toutes les peines du monde à secourir.

Les techniciens indigènes sont rares : tout au moins ceux qui sont réellement capables. Peu de médecins (je ne parle pas des médecins auxiliaires dits « africains » dont le bagage scientifique n'est pas toujours à la hauteur du dévouement et d'une certaine expérience pratique) ; les infirmiers de brousse, j'en ai fait l'expérience, sont fréquemment d'une ignorance « crasse » et leurs connaissances se réduisent à certaines petites routines... Les docteurs vétérinaires passés par Alfort sont très peu nombreux. Chauffeurs et mécaniciens manquent la plupart du temps de formation : leur science est toute d'expériences hâtives et sans méthode aucune ; mais il y a des exceptions.

Somme toute, une très petite minorité de gens capables et honnêtes ; beaucoup

d'incapables suffisants à la conscience élastique, et des agents subalternes souvent dévoués et probes mais qui ne peuvent constituer une élite dirigeante de par leur formation et leurs fonctions d'exécutants.

Y a-t-il là de quoi prétendre à l'autonomie ? La route est ouverte, mais elle est longue et le Noir n'y a fait que les premiers pas.

Nous sommes en partie responsables de cet état de chose.

Je veux dire que l'équipement humain de nos territoires d'outre-mer est très insuffisant en qualité comme en quantité ; et que nous avons agi ces derniers temps comme dans le cas contraire, ce qui nécessitera une marche arrière ou un « marquer-le-pas », fort impolitique.

Notre enseignement primaire et secondaire a donné, sauf exception je le répète, des résultats médiocres : nous en sommes responsables dans la mesure où nous avons imposé un programme et des méthodes tout à fait inadaptées au caractère et à la pensée indigènes. On commence à s'en rendre compte.

On a beaucoup négligé, comme en France, un enseignement technique rationnel pour les enfants et les adolescents ; les adultes sont trop souvent imperméables à tout ce qui brise la routine. Dans les domaines de la culture, de l'élevage ou de la pêche, de gros progrès sont à faire. Le personnel technique européen encore nécessaire ne suffit pas à la tâche, et le personnel indigène a encore besoin d'être guidé et contrôlé.

Les bouleversements dus à la guerre ont arrêté l'exécution de bien des plans et freiné l'activité économique existante. Il y a là aussi une longue pente à remonter ; chemins de fer et réseau routier sont en place, c'est entendu ; mais le second en particulier demande à être révisé après chaque hivernage et serait à améliorer et compléter largement. En agriculture, de nombreuses stations d'essai ont travaillé longtemps obscurément pour découvrir ou perfectionner les meilleurs moyens de rendement d'un sol vite fatigué : elles en sont encore au stade du laboratoire. On a critiqué souvent leurs échecs : dans ces pays mal connus plus qu'ailleurs, ils sont la condition nécessaire de l'expérience.

A notre passif dans ce domaine, nous devons porter un manque terrible de continuité dans l'effort dû à l'instabilité des cadres. Ceci vaut surtout pour le corps des administrateurs ; la politique des partis a eu les plus lamentables conséquences sur ce chapitre depuis six ans... Les gouverneurs passent au gré des bouleversements intérieurs de la Métropole, et chaque nouveau venu apporte son esprit, ses méthodes et son équipe. On a pu dire que tout plan se défendait, à condition d'être réalisable et réalisé ; or, dans ces pays lents, il faut voir loin devant soi pour imprimer un mouvement quelconque. La continuité, il est vrai, est vertu monarchique.

Je parle de plan très large, ou mieux, de fil directeur ou de boussole. Qui peut se vanter, dans ces pays où les diagrammes de production sont en « dents de scie », de planifier rigoureusement ? Il faut de la souplesse dans la conduite du progrès et dans l'application des méthodes, surtout si elles sont rigides. Mais on préfère actuellement se cantonner dans le rôle paresseux d'observateur avant de se laisser conduire par les événements...

A notre passif encore le manque regrettable de coordination entre l'Administration et les Services techniques, et dans les Services techniques entre eux. Il y a plus que des rivalités de personnes ou de métiers. Il manque au sommet de l'ensemble une tête sage qui puisse prévoir en toute sérénité. Voici un petit exemple assez instructif.

Ceci se passe dans un cercle où sévissent maladie du sommeil et syphilis. L'administrateur commandant le cercle décide de faire construire trois dispensaires. Crédits accordés ; mais-d'œuvre mise en place, travail. En banco, les murs montent vite. Un peu plus tard, les trois constructions sont terminées : rapports et félicitations. Mais il manquait le principal, à savoir les infirmiers. Le résultat est qu'un dispensaire sur trois put être mis en service et les deux autres furent livrés aux pluies de l'hivernage suivant.

La nécessité d'un équipement simultané ou tout au moins rationnellement hiérarchisé en sacrifiant une vitesse plus spectaculaire qu'utile apparaît encore dans la considération suivante.

Construire et mettre en service des dispensaires et des maternités est certainement indispensable. Mais on aboutit alors à augmenter la densité de la population à laquelle il faut donc trouver des ressources vivrières supplémentaires ou la condamner à tomber victime de la première année venue. En tout, il importe donc de ne pas mettre la charrue devant les bœufs, même aux dépens de sa propagande personnelle.

Toute la vie de la colonie se trouve ainsi dépendre de trois facteurs principaux (je dis bien « principaux », mais non exclusifs : il faudrait aussi pouvoir compter sur les capitaux métropolitains) :

le Temps,
l'encadrement européen,
la main-d'œuvre indigène.

Le dernier facteur est sans doute le plus complexe. « Faites du Noir », a-t-on dit ; c'est bien, mais pour cela il faut déjà du « Noir ». Le seul élément qui puisse alors briser cet anneau fermé est l'élément blanc consacré à la formation, l'éducation dans tous les domaines, à l'encadrement et à la surveillance. Un élément blanc, au surplus, dont les qualités ne soient pas que professionnelles.

Au lieu de s'engager dans cette voie, et pour des raisons trop souvent démagogiques, la haute Administration a souvent défavorisé certaines catégories du personnel européen. Un agent des Eaux et Forêts, bachelier et capacitaire en droit, marié et père d'un enfant, gagne mensuellement à peine quelques centaines de francs de plus que son adjoint noir muni de son seul certificat d'études, et célibataire. Je garantis le fait. Les salaires des vétérinaires sont tels qu'on n'en trouve plus pour remplacer les démissionnaires ou les partants en congé. On décourage systématiquement les vocations coloniales, quitte, par ailleurs, à prendre en charge sur titres politiques ou de « résistants » des jeunes gens souvent pleins de bonne volonté mais trop souvent sans expérience ni capacité réelles. Croit-on se concilier ainsi les indigènes évolués ? On satisfera peut-être la masse des électeurs effectifs, organisés mais très souvent peu conscients, pour remplir d'inquiétude la petite élite des vrais évolués qui savent réfléchir et voir l'avenir.

FRANÇOIS DE LA ROUTE.

(A suivre.)

L'ESPRIT POLITIQUE DE JACQUES BAINVILLE



Il peut paraître téméraire, et même à certains sacrilège, de se livrer à des réflexions sur les conceptions politiques de Jacques Bainville. Mais la qualité de son œuvre, le temps qui a passé, le rangent désormais parmi les grands historiens de France et nous engageant à communiquer ces notes aux lecteurs.

Pourtant, Bainville, né dans une bonne famille bourgeoise, n'avait pas un goût particulier pour l'histoire. Son intelligence positive et pratique fut, lors d'un voyage qu'il fit très jeune en Allemagne, attirée par le cas du roi Louis II de Bavière. Curieux, il voulut comprendre et chercha avec logique les éléments du drame qui termina la vie extraordinaire du Roi vierge. Cette première œuvre écrite à 21 ans, puis la rencontre de Maurras devait le conduire à cette collaboration de plus de trente années à l'A.F., à cette œuvre d'historien qu'il a laissée.

La forme d'intelligence de Bainville est toute particulière : fin et subtil, d'esprit ouvert et non sectaire, cherchant à comprendre et à dépouiller les faits de leur superflu on peut dire qu'il a eu le génie de la synthèse, parce que peut-être il aura toujours su parfaitement analyser. Il sait présenter au lecteur ignare des faits simples qui découlent d'eux-mêmes, et logiquement appellent leur conclusion...

Non croyant, élevé suivant les préceptes de l'Ecole positiviste, sa méthode historique est nette et claire. Le premier travail de l'historien est un travail de méthode et d'objectivité. Science subtile, mais où aucune place n'est laissée à l'imprévu, à autre chose qu'à la pure déduction.

La conception politique de Bainville se déduit donc parfaitement de sa conception logique. « La nature de l'humanité est semblable à elle-même. » L'expérience du passé est l'élément fondamental de tout travail politique sérieux. L'expérience seule compte, et seul le succès est un véritable critérium politique. On ne devra

La foule croit toujours que ce qui est sera éternellement. Le don de découverte et d'anticipation n'appartient qu'à un tout petit nombre d'hommes. Ils appartiennent à la même race des grands inventeurs, ceux qui, dans leur laboratoire, pénètrent les secrets de la nature, et ceux dont la méditation et l'analyse prévoient des changements dans le sort des hommes et annoncent que, parmi des renaissances, les choses connaîtront un ordre nouveau.

La faute la plus lourde qu'un gouvernement puisse commettre, c'est de s'aliéner ces deux forces : la jeunesse et l'intelligence. L'impopularité qui commence par là est irrésistible. Plus ou moins vite, elle devient mortelle pour n'importe quel pouvoir. Un gouvernement sage ne doit jamais provoquer les jeunes parce que c'est comme s'il provoquait l'avenir. Et il ne doit jamais provoquer l'intelligence parce qu'il se donne alors comme ennemis tous ceux qui pourront écrire et parler.

C'est quelque chose de très naturel quand on a vingt ans, de désirer une grande liberté, de sentir trop étroits les liens de la famille, pesante la société, et insupportable la loi suprême de la mort. C'est très naturel de vouloir « vivre sa vie ». Et c'est très simple aussi. Cela est depuis qu'il y a des jeunes femmes et des jeunes hommes. Seulement, on a mis de la littérature, et même de la sociologie, autour de cette flambée et de ces illusions de la jeunesse. C'est cette mauvaise littérature et cette sociologie de qualité inférieure qui ont causé tant de sottises livres et tant de sottises actions. L'expérience seule apprend à l'humanité que la « révolte » est décevante, qu'elle est banale comme la tentation.

On commence à reconnaître un peu partout que, si le peuple a le droit d'être représenté, il a, selon le mot anglais, un droit supérieur qui est celui d'être gouverné. Il aura fallu de pénibles expériences pour découvrir cette vérité élémentaire.

La monarchie est le plus souple des régimes, le plus prompt à se renouveler, celui qui a le moins peur des idées, qui s'en crasse le moins dans la routine.

La dictature n'est pas fatalement de droite, elle est souvent de gauche, pour prendre le vocabulaire d'aujourd'hui. Fustel de Coulanges a montré que, dans la cité antique, le « tyran » était l'homme des pauvres contre les riches, un Lénine qui exerçait la dictature du prolétariat.

C'est la grande vertu des monarchies héréditaires de porter leur renouvellement dans leur propre principe, de suivre le mouvement du temps et, à chaque génération d'hommes, de se régénérer elles-mêmes.

A la force naturelle, à l'élément physique que représente l'hérédité se joint cette force morale, l'idée de l'invincible majesté royale, pour procurer au monarque les moyens de servir les intérêts de son peuple, en dépit de la constitution.

S'il faut distinguer la royauté traditionnelle de la tyrannie, il n'en est pas moins vrai que le pouvoir d'un seul est le moyen auquel, tôt ou tard, les peuples ont recours pour stabiliser une situation.

J. BAINVILLE.

considérer comme valables que les actes que l'on aura réussis, et en reprendre les éléments en les développant vers un prochain succès — si l'on tient à marquer un pas en avant politiquement.

On remarquera que Bainville dans ses conceptions historique et politique laisse peu de place aux sentiments et à l'action providentielle. Les sentiments, qui tiennent une place si importante dans l'aspect politique français, que l'on ne peut négliger, sont seulement pour l'historien un des éléments du problème, l'élément réaction des masses est, sur le plan politique, une des pièces de l'échiquier dont il faut se servir, qu'il faut utiliser avec un sens de l'opportunité qui n'est pas toujours avoué. Pour nous, tout sentiment humain est en soi une chose à considérer avec respect et avec laquelle les hommes politiques ne peuvent jouer sans risquer d'arriver à un cynisme contraire à notre esprit chrétien.

Quant à l'élément providentiel, il est intéressant de remarquer que Bainville, non croyant, le considère d'abord sous l'aspect d'une utilisation politique possible. Que ce soit Jeanne d'Arc., que ce soit Clovis et combien d'autres, il n'y a rien d'extraordinaire là, sinon le génie politique de quelqu'un qui aura su prévoir certaines réactions, utiliser certaines légendes, le tout s'inscrivant parfaitement et logiquement dans la déduction historique. Le problème se pose alors pour nous de savoir si Dieu peut s'intéresser aux questions humaines. Pour nous, c'est une question de croyance. Bainville n'était pas croyant. Adroitement, il transforme en subtilité politique un événement difficilement explicable sur le plan humain. Nous ne sommes pas de ceux qui veulent mettre le miracle partout, mais il nous semble logique qu'à certain moment de l'histoire Dieu veuille se manifester. Pour nous, Tolbiac et le baptême de Reims n'est pas uniquement la reminiscence et l'imitation de Constantin. C'est plus, c'est une naissance, celle de la France.

Ceci nous amène à la conception profonde de la politique selon Bainville. La politique est une fin en soi, une fin humaine. Les hommes peuvent rêver et leurs rêves ne peuvent se matérialiser que par la politique. Il nous semble pour nous que la politique n'est qu'un moyen, celui de mettre les hommes dans un cadre humain, le plus acceptable possible, cadre humain qui permettra aux chrétiens et à ceux qui croient à une vie ultérieure d'être dans les meilleures conditions terrestres possible pour faire leur salut, aux autres d'être heureux. « Le but du pouvoir est de rendre les hommes heureux. » Pour Bainville, l'histoire naît et finit avec l'homme; pour nous, elle s'inscrit dans le plan divin.

Quelque réserve que l'œuvre de Bainville puisse appeler, elle est, dans sa forme classique, une merveilleuse leçon de lucidité et malgré tout d'espérance. Dans une époque où, à chaque instant, nous voyons les hommes politiques, ou dits tels, réagir et non agir, c'est-à-dire se laisser guider par les événements immédiats, les passions de la foule et, aux moments extrêmes, par la brutalité des besoins, la lecture de Bainville nous ramène, par sa logique, au respect de l'éminente dignité de la raison — ce qui est déjà le commencement du respect de l'homme créé à l'image de Dieu.

Pierre ANDRE.

LE VIET-NAM, VU PAR LA PRESSE SOCIALISTE

CIVILISATION ET BARBARIE

Au moment où le sort de l'Union indo-chinoise et, par contre-coup, de toute l'Union française est en jeu, il est de notre devoir de dénoncer la mauvaise foi des jeunesses socialistes quant à l'œuvre civilisatrice de la France.

Du « Drapeau Rouge » du 2 janvier nous extrayons le passage suivant :

Sont-ils qualifiés pour dénoncer les « barbares asiatiques » ces colons français qui ont apporté en Indochine, à part quelques écoles et quelques routes, leurs prisons, leurs bagnes (tel le célèbre Poulo Condor). Sait-on qu'en Indochine, en 1939, il y avait 1.702 débits d'opium, 118.374 débits d'alcool et seulement 7.333 écoles primaires soit 16 débits pour une école ?

Que les « quelques » écoles évoquées dans cet article aient accueilli en 1937 370.000 élèves et que les quelques routes en question aient 35.000 kilomètres de long, cela ne compte pas.

Que nous ayons construit 2.400 kilomètres de chemin de fer et mis en état 15.000 kilomètres de voies navigables, cela ne compte pas non plus.

Que nous ayons élevé 500 kilomètres de digues et de barrages pour assainir les deltas et irriguer les terrains incultes, que nous ayons mis en culture 400.000 nouveaux hectares de rizières et que nous ayons ainsi supprimé la famine qui sévissait dans ces régions comme encore, aujourd'hui, en Chine, cela ne compte toujours pas non plus.

Cela compte si peu pour le « Drapeau Rouge » que, le 5 décembre, on pouvait déjà lire dans ce même journal :

Pendant l'hiver 1945-1946, en pleine guerre, le peuple a remporté deux grandes victoires sur la famine et « l'analphabétisme ».

La population tout entière, femmes, enfants, se mobilise, les digues sont reconstruites, les inondations enrayées, tous les terrains vagues ensemencés. La récolte a quadruplé par rapport aux années normales et la famine a reculé.

La colonisation française avait construit plus de fumeries d'opium que d'écoles, et empêché la diffusion de la langue annamite. Un peuple libre ne peut se concevoir avec des citoyens illettrés et, depuis un an, sous l'impulsion du gouvernement de Hanoï, les jeunes, les étudiants parcourent le pays pour apprendre à lire à tous.

Outre que les fumeries d'opium sont à peu près toutes tenues par des Chinois et non par des Français, et qu'un Viet-Nam

indépendant aurait peut-être encore plus de fumeries et de cabarets qu'il n'y en a actuellement, il est bon d'appeler en témoignage « l'Avant-Garde » qui publie sous le titre « Une gloire de la France », dans son numéro du 4 décembre, les lignes suivantes :

Partout dans le monde les Instituts PASTEUR ont affirmé la volonté civilisatrice de la France face aux foyers d'épidémie qui menaçaient des millions d'habitants.

En Guyane Française, à la Martinique, en Annam, au Laos, au Tonkin, une élite de médecins dévoués jusqu'à la mort ont porté toujours plus avant le message de la science.

Voilà qui laisse loin derrière les « quelques écoles » et les « quelques routes » du « Drapeau Rouge », et quand il n'y aurait à notre actif que la lutte contre la maladie, ce serait encore suffisant pour que nos soldats protègent l'Institut Pasteur d'Hanoï contre les destructions dont se sont rendus coupables les troupes du Viet-Nam qui y ont tout saccagé.

Il est vrai que pour le « Drapeau Rouge » les excuses :

On fait beaucoup de bruit autour des « atrocités annamites ». Certes nous ne représentons pas les combattants vietnamiens comme des petits saints. Dans toute guerre il y a des actes de ce genre. De plus il y a toujours des éléments incontrôlés, quelques pillards qui profitent des désordres créés par la bataille.

(Drapeau Rouge, 2-1-47).

Après cela, on est en droit de se demander si les rédacteurs de ce journal ont tout leur bon sens ou pour qui ils travaillent.

MISE AU POINT

M. Marius Moutet, ministre socialiste de la France d'outre-mer, a déclaré avant de quitter Hanoï et sur les lieux mêmes de l'agression viet-namienne :

Les responsables de cette tragédie ont systématiquement détruit beaucoup d'espoirs et compromis la tentative dans laquelle nous avions mis toute notre bonne volonté.

Avant toute négociation, il est aujourd'hui nécessaire d'avoir une décision militaire. Je le regrette, mais on ne commet pas impunément des folies pareilles à celles qu'a commises le Viet Minh.

Il a confirmé et complété cette première déclaration au cours d'une conférence de presse tenue à Saigon avant son départ d'Indochine, dans les termes suivants :

Mes impressions de Hanoï sont absolument navrantes. J'ai voulu me rendre compte par moi-même. Je puis vous affirmer que j'ai la preuve absolue de la préméditation vietnamienne dans l'attaque qui a bien été préparée de longue main. Je vous assure que j'étais loin de m'attendre à cela.

Ma position maintenant est nette : l'attaque du 19 décembre, sa nature, sa préméditation et ses développements nous contraignent à une action militaire. Lorsque l'armée aura rétabli l'ordre, il sera possible d'examiner à nouveau les problèmes politiques.

Je suis certain que ceux qui détiennent réellement le pouvoir dans le gouvernement vietnamien ne veulent pas un accord. Il eût été très facile d'établir un contact lorsque je me trouvais à Hanoï.

Parlant de la lettre d'invitation de Ho Chi Minh, qui a été diffusée par la radio vietnamienne, M. Moutet a remarqué :

Un tel appel ne peut pas être pris au sérieux ; il ne s'agit évidemment là que d'un acte de propagande.

Après de telles déclarations, il convient donc sans plus attendre que le gouvernement fasse cesser les campagnes antifrançaises menées par le « Drapeau Rouge », organe des jeunesses socialistes, qui publie des « Appels de la jeunesse viet-namienne à la jeunesse de France » et autres déclarations mensongères et n'hésite pas à publier des articles calomnieux où les soldats français et les colons sont entraînés dans la boue.

CORRESPONDANCE

A la suite de notre enquête sur Buchenwald, nous extrayons le passage d'une lettre envoyée à la Mesnie par Mme Borrel :

« ... Votre enquête m'intéresse, car mon fils aîné Jacques Borrel, 21 ans, bloc 17, n° 21.304, était à Buchenwald. Il a été envoyé au commando d'extermination de Dora. Si, par hasard, vous connaissiez des déportés qui l'ont connu, je serais très reconnaissante des moindres détails concernant mon fils, car je ne sais comment il est mort... »

Jacques Borrel était scout, reçu 5^e au concours de l'Ecole Navale en 1943. Nous nous joignons à Mme Borrel pour demander à nos amis tous renseignements le concernant.

LES PROFITEURS DE GUERRE

Voici la liste des régions et pays qui ont été officiellement rattachés à l'U.R.S.S., si pas purement et simplement annexés, depuis septembre 1939 :

	Kms. carrés	Habitants
Pologne Orientale	177.012	10.150.000
Carélie Finlandaise	41.772	470.000
Lithuanie	62.276	3.029.000
Lettonie	51.930	1.950.000
Estonie	46.817	1.120.000
Bessarabie et Bukovine ..	49.723	3.748.000
Moldavie	33.968	2.200.000
Petsamo (Finlande)	10.581	4.000
Territoire de Königsberg ..	9.031	400.000
Ukraine Subcarpathique ..	12.743	800.000
Sakhaline du Sud (Ex.-O.) ..	35.440	415.000
Iles Kouriles (Extr.-Or.) ..	10.223	4.500
Tannu Tuva (Mongolie) ..	165.696	65.000
Totaux	707.212	24.355.500

Soit un territoire équivalent à peu près à une fois et demi celui de la France. Il reste bien entendu, cependant, que l'U.R.S.S. n'a rien d'un Etat impérialiste !

QUI PAYE L'IMPOT ?

« Le Monde industriel et commercial » répond à la question dans son numéro du 7 décembre 1946 :

Consommateurs	92 %
Producteurs	8 %
Citadins	75 %
Ruraux	25 %
Revenus inférieurs à 100.000 francs ..	85 %
Revenus supérieurs à 100.000 francs ..	15 %

Le système qui sert à alimenter les caisses de l'Etat, des départements et des communes est donc pire que celui de l'« Ancien Régime », celui d'avant 1789, l'inégalité devant l'impôt n'ayant fait que s'accroître depuis que le mot « Egalité » figure au fronton de nos monuments et en tête de tous les actes officiels.

Soulignons que ce système comprend déjà plus de 300 impôts et taxes d'Etat. Que diraient nos aïeux qui ne payaient à peu près que la taille.

Les impôts indirects se sont multipliés depuis que nos ancêtres se révoltaient contre la seule et unique gabelle... que nous payons d'ailleurs, mais maintenant que nous avons des taxes à la production, à la circulation, à la consommation, des taxes de luxe et des taxes locales, des centimes additionnels et des surtaxes, la pauvre gabelle passe bien inaperçue.

Que les républicains n'oublient pas que la mauvaise situation financière du gouvernement de Louis XVI fut l'une des causes principales de la Révolution !

Bulletin Intérieur de la « Mesnie » (association déclarée, régie par la loi de 1901).

Société Parisienne d'Imprimerie — Paris

A NOS LECTEURS

Amis, monarchistes et sympathisants, vous qui voulez faire quelque chose qui réponde à votre idéal et qui tranche sur toute la littérature partisane

SOUSCRIVEZ !

Lecteurs anonymes de ce « Courrier », vous qui êtes peut-être indifférents à nos idées, mais à qui notre objectivité et notre désintéressement ont plu :

SOUSCRIVEZ !

Et si vous voulez que notre effort se poursuive, que notre bulletin s'agrandisse et s'améliore sans cesse :

Choisissez la plus généreuse des formules suivantes :

Membre souscripteur .. 100 frs.
Membre donateur .. 200 frs.
Membre bienfaiteur .. 500 frs.

Et envoyez, SANS TARDER, votre mandat à notre C.C.P. 5320-75 PARIS, LA MESNIE, 11, faubourg Montmartre, Paris IX^e.